



Assemblée générale

Distr. limitée
15 novembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Deuxième Commission

Point 19 j) de l'ordre du jour

Développement durable : développement durable dans les régions montagneuses

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Chili, Costa Rica, Croatie, Cuba, Équateur, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Guatemala, Honduras, Iraq, Italie, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Maroc, Mexique, Monténégro, Népal, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République dominicaine, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suisse, Tadjikistan, Tchéquie et Thaïlande : projet de résolution révisé

Développement durable dans les régions montagneuses

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 55/189 du 20 décembre 2000, 57/245 du 20 décembre 2002, 58/216 du 23 décembre 2003, 59/238 du 22 décembre 2004, 60/198 du 22 décembre 2005, 62/196 du 19 décembre 2007, 64/205 du 21 décembre 2009, 66/205 du 22 décembre 2011 et 68/217 du 20 décembre 2013, intitulées « Développement durable dans les régions montagneuses »,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution 70/1 du 25 septembre 2015 intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et réaffirmant qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,



Rappelant qu'il est souligné, dans le Programme 2030, que le développement économique et social dépend d'une gestion durable des ressources naturelles de notre planète; que l'adoption de ce document confirme que la communauté internationale est déterminée à assurer la préservation et l'exploitation durable des mers, des océans, des ressources en eau douce, des forêts, des montagnes et des terres arides, et à protéger la diversité biologique, les écosystèmes et la flore et la faune sauvages,

Rappelant les dispositions de sa résolution 70/299 du 29 juillet 2016, intitulée « Suivi et examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial »,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution 69/313 du 27 juillet 2015 sur le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui appuie et complète le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dont il fait partie intégrante, qui contribue à replacer dans leur contexte les cibles concernant les moyens de mise en œuvre grâce à l'adoption de politiques et mesures concrètes, et qui réaffirme la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable, dans un esprit de partenariat et de solidarité planétaires,

Se félicitant de l'adoption de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de son entrée en vigueur rapide, engageant toutes les parties à le mettre pleinement en œuvre et invitant les parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait à déposer au plus tôt leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le cas échéant,

Rappelant qu'il est souligné notamment dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques que les pays en développement aux écosystèmes montagneux fragiles comptent parmi ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques,

Prenant acte de l'adoption de la Déclaration de Sendai et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)¹ lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, dans lequel il a été dit qu'il fallait mener une action ciblée et investir dans le renforcement de la résilience face aux catastrophes et qu'il importait, à cet égard, d'encourager la prise en compte systématique, aux niveaux national et local, des évaluations, de la gestion et de la cartographie des risques de catastrophe dans les plans d'aménagement et la gestion des zones rurales, notamment des régions montagneuses, y compris en délimitant les zones dans lesquelles des établissements humains pouvaient être créés en toute sécurité, tout en préservant les fonctions assurées par les écosystèmes qui contribuaient à réduire les risques,

Rappelant la teneur du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons », d'Action 21², du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de

¹ Résolution 69/283, annexes I et II.

² *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif) résolution 1, annexe II.

mise en œuvre de Johannesburg)³ et des objectifs d'Aichi pour la biodiversité du *Plan* stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique⁴,

Consciente que les bienfaits que procurent les régions montagneuses sont essentiels au développement durable et que les écosystèmes montagneux jouent un rôle crucial dans l'approvisionnement en eau et en autres ressources et services essentiels d'une grande partie de la population mondiale,

Consciente également que les écosystèmes montagneux sont particulièrement vulnérables à l'aggravation des effets néfastes des changements climatiques, des phénomènes météorologiques extrêmes, du déboisement et de la dégradation des forêts, de l'occupation des sols, de la dégradation des terres et des catastrophes naturelles, dont ils se rétablissent lentement, et que les glaciers alpins dans le monde régressent et maigrissent, ce qui a des conséquences de plus en plus graves pour l'environnement, la viabilité des moyens de subsistance et le bien-être des populations,

Constatant qu'en dépit des progrès accomplis dans la promotion du développement durable des régions montagneuses et la préservation des écosystèmes montagneux, y compris leur diversité biologique, la prévalence de la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'exclusion sociale, la dégradation de l'environnement et l'exposition aux risques de catastrophe demeurent des problèmes majeurs, en particulier dans les pays en développement, et que l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement de base d'un coût abordable ainsi qu'à des services énergétiques modernes et durables reste limité,

Notant avec une profonde inquiétude que, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture⁵, le nombre de personnes vivant dans les régions montagneuses des pays en développement qui sont vulnérables à l'insécurité alimentaire a augmenté de 30 % entre 2000 et 2012, et celui des habitants des régions montagneuses dans le monde a augmenté de 16 %, et estimant à cet égard qu'il faut accorder rapidement aux régions montagneuses l'attention particulière dont elles ont besoin, notamment en insistant sur les difficultés qu'elles rencontrent et les possibilités qu'elles offrent,

Prenant note des efforts concertés déployés dans le cadre du Partenariat international pour le développement durable des régions de montagne (Partenariat de la montagne), lancé durant le Sommet mondial pour le développement durable comme mécanisme multipartite qui bénéficie de l'appui résolu de 57 gouvernements, 14 organisations intergouvernementales, 210 organisations de grands groupes et cinq autorités infranationales, et qui s'emploie à promouvoir le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – dans les régions montagneuses,

³ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe.

⁴ Programme des Nations Unies pour l'environnement, document UNEP/CBD/COP/10/27, annexe, décision X/2, annexe.

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Cartographie de la vulnérabilité des peuples de montagne à l'insécurité alimentaire* (Rome, 2015).

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur le développement durable dans les régions montagneuses⁶;

2. *Engage* les États à adopter une vision à long terme et des approches intégrées, notamment en incorporant des politiques pour les régions montagneuses dans les stratégies nationales de développement durable, et à redoubler d'efforts pour éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, l'exclusion sociale, la dégradation de l'environnement et les risques de catastrophe dans les régions montagneuses, en tenant compte du fait qu'une démarche intégrée de l'aménagement du paysage qui réponde aux besoins en matière de gestion des ressources naturelles, notamment pour ce qui est de l'aménagement de bassins versants et de la gestion durable des forêts, ainsi que de la résilience face aux changements climatiques au moyen de mécanismes multipartites, peut permettre la réalisation du développement durable dans les régions montagneuses, l'amélioration des moyens de subsistance des populations locales montagnardes et l'exploitation durable des ressources de la montagne;

3. *Souligne* la vulnérabilité particulière des populations vivant dans des régions montagneuses, qui ont souvent un accès limité aux services de santé et d'éducation et à la vie économique et sont particulièrement exposées en raison des effets néfastes des phénomènes naturels extrêmes, et invite les États à renforcer la coopération grâce à la participation effective et à l'échange des connaissances et données d'expérience de toutes les parties concernées, y compris les savoirs traditionnels des populations autochtones vivant dans des zones montagneuses et les connaissances des communautés montagnardes locales, au renforcement des mécanismes, accords et centres d'excellence existants pour assurer le développement durable des régions montagneuses et à la recherche de nouveaux mécanismes et accords, s'il y a lieu;

4. *Souligne également* l'importance des solutions innovantes pour la diversification des moyens de subsistance et des possibilités d'augmentation du revenu pour les communautés montagnardes, et encourage à cet égard la promotion de solutions innovantes et de l'esprit d'entreprise au sein de ces communautés, le cas échéant, afin d'éliminer la faim et la pauvreté;

5. *Souligne* que les traditions et les savoirs des peuples autochtones vivant dans les zones montagneuses et les connaissances des communautés locales montagnardes, particulièrement dans les domaines de l'agriculture et de la médecine, doivent être pleinement pris en considération, respectés et promus dans les politiques, stratégies et programmes de développement des régions montagneuses, et insiste sur la nécessité de promouvoir la pleine participation des montagnards aux décisions qui les concernent et d'intégrer les savoirs, le patrimoine et les valeurs autochtones locaux dans toutes les initiatives de développement, en consultation et en accord avec les peuples autochtones et les communautés locales montagnardes concernés, le cas échéant;

6. *Constate* que les femmes sont souvent les principales gestionnaires des ressources de la montagne et sont employées en grand nombre dans l'agriculture, et souligne la nécessité d'améliorer l'accès des montagnardes aux ressources, notamment à la terre et aux services économiques et financiers, et de les faire

⁶ A/71/256.

participer davantage à la prise des décisions qui ont des répercussions sur leurs communautés, ainsi que sur leur culture et leur environnement, et *engage* les gouvernements et les organisations intergouvernementales à tenir compte de la problématique hommes-femmes dans les activités, programmes et projets de développement des régions montagneuses, notamment en y intégrant des données ventilées par sexe;

7. *Constate également* que les montagnes fournissent des indications stratégiques sur l'évolution du climat qui se manifeste par des phénomènes tels que la modification de la diversité biologique, le recul des glaciers, les inondations soudaines et les variations du ruissellement saisonnier qui influent sur les principales sources d'eau douce dans le monde, et souligne qu'il faut prendre des mesures pour réduire au maximum les effets néfastes de ces phénomènes, promouvoir l'adoption de mesures d'adaptation et prévenir la perte de diversité biologique;

8. *Encourage* les États Membres à recueillir, aux niveaux local, national et régional, selon le cas, des données scientifiques ventilées sur les régions montagneuses au moyen d'un suivi systématique portant notamment sur les progrès et les changements, sur la base de critères pertinents, en vue de soutenir les programmes et projets de recherche interdisciplinaire et de promouvoir une prise de décisions intégrée et associant toutes les parties ainsi que la planification, et à cet égard prend note de la prise en compte de l'indice de couvert végétal montagneux dans le cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs et cibles de développement durable;

9. *Encourage* les États Membres et toutes les parties prenantes à poursuivre le travail de sensibilisation au fait que les montagnes procurent des avantages économiques, non seulement aux montagnards mais aussi à une grande partie de la population mondiale vivant dans les plaines;

10. *Se félicite* à cet égard que, dans les régions montagneuses, le tourisme durable améliore la protection de l'environnement et apporte à la population locale des avantages socioéconomiques tels que l'emploi productif, la croissance économique et la mise en valeur de la culture et des produits locaux;

11. *Se déclare profondément préoccupée* par le nombre et l'ampleur des catastrophes naturelles aux conséquences de plus en plus graves qui sont survenues ces dernières années, et qui ont fait énormément de morts et eu des répercussions sociales, économiques et environnementales durables sur les sociétés dans le monde entier, et estime que la réduction des risques de catastrophe exige une stratégie plus ambitieuse en la matière, privilégiant davantage la dimension humaine, et suppose de faire coopérer la société dans son ensemble, de donner à tous, sans exclusive et sans discrimination, des moyens d'action et la possibilité de participer, une attention particulière devant être accordée aux populations les plus touchées par les catastrophes, en particulier les plus pauvres, et de tenir compte de la vulnérabilité des populations vivant dans les régions montagneuses, surtout dans les pays en développement;

12. *Engage* les États à renforcer leur gouvernance des risques de catastrophe afin de mieux gérer ces risques, à investir dans la réduction des risques de catastrophe pour renforcer la résilience et à élaborer, dans une optique prospective, des stratégies de gestion des risques de catastrophe et à améliorer les stratégies existantes, afin que les régions montagneuses puissent faire face aux phénomènes

extrêmes tels que les éboulements, les avalanches, les débâcles glaciaires et les glissements de terrain, que peuvent aggraver les changements climatiques et le déboisement, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)¹;

13. *Engage* les autorités locales et les autres parties prenantes, en particulier les populations rurales, les peuples autochtones, la société civile et le secteur privé, à participer plus activement à l'élaboration et à l'exécution de programmes, notamment ceux qui concernent l'aménagement du territoire et l'occupation des terres, et d'activités visant à assurer le développement durable dans les régions montagneuses;

14. *Note* qu'il importe de préserver les écosystèmes montagneux, y compris leur diversité biologique, afin qu'ils soient mieux à même de procurer des bienfaits qui sont essentiels pour le bien-être de l'humanité, l'activité économique et le développement durable, ainsi que de trouver des moyens novateurs de mise en œuvre pour assurer la protection de ces écosystèmes, *prend acte* à cet égard, du lancement du Centre pour la montagne du Partenariat de la montagne et encourage les États et autres parties concernées à lui apporter leur appui financier sur une base volontaire;

15. *Engage* les États, l'ensemble des parties prenantes et la communauté internationale à redoubler d'efforts pour assurer la préservation des écosystèmes montagneux et l'amélioration du bien-être des populations locales, notamment en encourageant les investissements dans les infrastructures des zones montagneuses, dans des domaines tels que les transports et les technologies de l'information et des communications, et en appuyant les programmes d'éducation, de vulgarisation et de renforcement des capacités, en particulier auprès des montagnards et des parties concernées, compte tenu de l'importance des difficultés auxquelles ceux-ci se heurtent et du fait que l'inaction peut avoir un surcoût important sur les plans économique, social et environnemental pour les pays et les sociétés;

16. *Souligne* que l'action menée au niveau national est un facteur essentiel de progrès sur la voie du développement durable des régions montagneuses, se félicite que cette action ne cesse de s'intensifier depuis quelques années, avec une multitude de manifestations, d'activités et d'initiatives, et invite la communauté internationale à soutenir les efforts entrepris par les pays en développement pour élaborer et appliquer des stratégies et des programmes, y compris, s'il y a lieu, des politiques et des lois favorisant le développement durable des régions montagneuses dans le cadre de plans nationaux de développement durable, notamment en renforçant les capacités institutionnelles des pays, selon que de besoin;

17. *Se déclare favorable* au lancement, s'il y a lieu, aux niveaux national, régional et mondial, de nouvelles initiatives multipartites et transfrontières, telles que celles qui bénéficient du soutien de toutes les organisations internationales et régionales compétentes, en vue de favoriser le développement durable dans les régions montagneuses et prend note des nombreuses initiatives prises à cet égard, notamment le deuxième Forum mondial de la montagne, tenu en mai 2014 à Cuzco (Pérou), le troisième Forum mondial de la montagne, tenu en octobre 2016 à Mbale (Ouganda), la manifestation sur la nutrition et les produits de la montagne organisée en septembre 2016 à Turin (Italie) par le Partenariat de la montagne et le projet dirigé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, sur les mesures à

prendre au niveau sous-régional pour faire face aux effets du changement climatique dans les pays en développement aux écosystèmes de montagne fragiles;

18. *Engage* toutes les entités compétentes des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à intensifier les efforts constructifs qu'elles déploient pour renforcer la collaboration interinstitutions visant à promouvoir le développement durable;

19. *Constate* que les chaînes de montagnes s'étendent généralement sur plusieurs pays et, à cet égard, encourage les États concernés à instaurer une coopération transfrontière pour assurer de concert le développement durable de ces ensembles montagneux et échanger des informations à cette fin;

20. *Prend note avec satisfaction*, dans ce contexte, de la Convention internationale pour la protection des Alpes (Convention alpine)⁷ et de la Convention-cadre sur la protection et le développement durable des Carpates, qui préconisent de nouvelles solutions constructives pour le développement intégré et durable des Alpes et des Carpates et offrent l'occasion d'instaurer un dialogue entre les parties prenantes, ainsi que d'autres projets et initiatives transfrontières tels que le Partenariat de la montagne, l'Initiative andine, le Réseau scientifique pour les régions de montagne du Caucase, le Forum régional africain sur les montagnes, la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine, le Processus de Zurich et le Partenariat de l'Hindou-Kouch himalayen pour le développement durable des régions montagneuses;

21. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quatorzième session, un rapport sur l'application de la présente résolution au titre de la question subsidiaire intitulée « Développement durable dans les régions montagneuses » de la question intitulée « Développement durable », à moins qu'il n'en soit décidé autrement.

⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1917, n° 32724.